

TRANSFERT DE RÉSIDENCE FISCALE

Comment procéder dans le nouvel environnement fiscal belge et français ?

CONFÉRENCES
D'ACTUALITÉ

TOUS NIVEAUX

NEW

Ref. : 241114

Durée :
1 jour - 7 heures

Tarif :
Salarié - Entreprise : 650 €
HT

- Transfert de résidence fiscale : quel est le risque de contestation par l'administration fiscale française ?
- Les nouvelles mesures fiscales belges représentent-elles un frein au transfert de résidence fiscale d'un français ou du siège d'une société française ?
- Les nouvelles mesures fiscales françaises encouragent-elles en revanche un belge à résider en France ou un français à retourner en France ?

OBJECTIFS

- Maîtriser le nouvel environnement fiscal belge et français.
- Pouvoir conseiller ses clients français entre rester en Belgique ou retourner en France
- Pouvoir conseiller ses clients belges d'étudier les placements en France.

POUR QUI ?

- Administrateurs.
- Directeurs financiers, fiscaux, juridiques et comptables.
- Conseils fiscaux.
- Juristes et fiscalistes de banques.
- Avocats.
- Notaires.
- Dirigeants de sociétés fiduciaires.
- Experts-comptables.
- Compliance Officers.
- Gestionnaires de fortune.
- Estate planners, wealth planners.

PROGRAMME

Mardi 25 septembre 2018

Journée animée par :

Denis-Emmanuel Philippe

Avocat

Bloom Law

Nicolas Cys et Benoît Philippart

Avocats

La Tour International

Partie 1 : Le transfert de résidence fiscale de la France vers la Belgique : comment procéder suite aux récentes évolutions du paysage fiscal belge et français ?

Quelles sont les démarches à entreprendre en France et en Belgique ?

- Informer l'administration fiscale française de la date de départ : quels enjeux ?
- Quelles diligences pratiques faut-il suivre en vue de son départ ? Comment documenter son transfert de résidence fiscale ?

Quel est le risque de contestation par l'administration fiscale française du transfert de résidence fiscale ? Quelles précautions prendre pour conforter son dossier ? **Expérience récente.**

- Quels sont les critères français et conventionnels de la résidence fiscale ?
- Comment sécuriser sa résidence fiscale ?
- A qui incombe la preuve de la résidence fiscale ?

Résidence fiscale et transfert de siège ?

- Quelles problématiques ? Quels objectifs poursuivis ?
- Doit-on restructurer avant/après le départ afin de sécuriser sa résidence fiscale ?
- A quelles conditions les sociétés françaises peuvent-elles transférer hors de France

leur siège social ? Quelles sont les contraintes juridiques, fiscales et pratiques ?

Faut-il payer l'exit tax en France ?

- Quels contribuables et quels actifs ?
- Les biens immobiliers et les titres de sociétés immobilières sont-ils concernés ?
- Comment bénéficier d'un sursis de paiement ? Quel délai respecter avant le départ ?
- Quelles obligations déclaratives l'année du départ et les années suivantes ?
- Quels événements peuvent mettre fin au sursis de paiement ? Quelles précautions prendre afin de maintenir le sursis de paiement ?

Quelle fiscalité applicable aux revenus du patrimoine après le transfert de résidence en Belgique ?

- Quid du précompte mobilier sur les dividendes et intérêts ?
- Les plus-values sur actions (actions cotées, parts de SICAV...) sont-elles toujours exonérées ?
- Quelles sont les obligations déclaratives ?
- Quand la taxe Caïman trouve-t-elle à s'appliquer ? Quel impact ?
- Comment sont taxés les loyers ?
- Les produits d'assurance vie : une niche fiscale ?
- La nouvelle taxe sur les compte-titres : quel impact ? Quelles techniques d'optimisation ?
- Est-il intéressant de détenir son patrimoine mobilier à travers une société ?
- Quid de l'apport d'une société opérationnelle française au capital d'une société holding belge (avant ou après le transfert de résidence fiscale) ?
- Rapide comparaison de la fiscalité patrimoniale belge versus française.

L'imposition des successions et donations

- Quelles précautions prendre avant le départ de France ?
- Quelles sont les principales techniques pour éviter/réduire les droits de donation en France et en Belgique ?
- Que faire lorsque les enfants résident en France ?
- Comment calculer les droits de succession en cas de décès ?
- Risques de double imposition ?

Partie 2 : Pourquoi certains nationaux français/résidents belges envisagent-ils de retourner/d'aller en France ?

Pression fiscale accrue en Belgique

- Rehaussement de la pression fiscale sur les revenus mobilier.
- Nouvel impôt sur la fortune « à la belge » (taxe sur les comptes-titres) ...

Mesures prises sous l'impulsion du Président Emmanuel Macron pour alléger la fiscalité du patrimoine

- Quelles sont les nouvelles règles du jeu en matière de fiscalité des dividendes, intérêts et plus-values mobilières ?
 - Maintien du prélèvement forfaitaire non libératoire sur les dividendes et les intérêts.
 - Dans quels cas les contribuables ont-ils intérêt à opter pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu ?
 - Analyse de simulations concrètes (comparatif avant et après la réforme).
 - Focus sur les dirigeants partant à la retraite.
 - Focus sur les contribuables cédant des titres de PME acquis ou souscrits depuis moins de 10 ans (cas des « entrepreneurs »).
 - Quid du durcissement de la fiscalité des contrats d'assurance vie ?
 - Ce qui reste inchangé en matière d'assurance vie.
 - Ce qui change pour les versements de primes effectués à compter du 27 septembre 2017.
 - Quid des modalités déclaratives ?
 - Revenus exclus du PFU.
 - Hausse de la CSG et baisse des cotisations sociales.
 - Réforme de l'impôt sur la fortune.
 - Assiette de l'IFI :
- Quels actifs sont dans le champ de l'IFI ? Quels actifs en sont exonérés ?
Comment définir les actifs imposables dans un contrat d'assurance vie ?

Comment sont traitées les parts de SCI et de SCPI ? Les titres de sociétés à prépondérance immobilière (SPI) ?

L'activité de location meublée professionnelle permet-elle toujours de bénéficier d'une exonération d'IFI ?

- Règles de valorisation et d'évaluation des biens immobiliers et des titres de SPI.
- Focus sur les mesures anti-abus pour la détermination du passif déductible (prêt in fine, refinancement, prêts intra-groupes et prêts familiaux, ...).
- Modification des obligations déclaratives des contribuables.
- La réforme des droits de succession en France : mythe ou réalité ?

Comparaison de la fiscalité patrimoniale belge vs. Française : les éléments essentiels

Vers l'instauration prochaine d'une « exit tax » en Belgique ?